

COMPTES RENDUS

Florence STRIGLER, *Mutations alimentaires au Laos, salade de papaye ou pizza*, Paris, Karthala & CCL (Comité de Coopération avec le Laos) – 2019, 230 p.

Huit ans après la publication de l'excellent *Alimentation des Laotiens*¹, Florence Strigler, ingénieur en alimentation et nutrition, livre un nouvel ouvrage sur le même thème. Alors que le premier relevait de l'analyse anthropologique et dévoilait au lecteur les mille et un secrets des sources et des recettes de la cuisine laotienne, le second livre une description socio-économique du Laos contemporain et parfois même des cinq dernières années tant ce pays traverse une période de mutation rapide.

Le concept fondamental de l'ouvrage est celui de transition alimentaire, concept que l'auteur juge aussi pertinent que la bien connue transition démographique. Le point de départ de l'analyse est le modèle de Barry Popkin² qui identifie cinq phases alimentaires : le régime des chasseurs-cueilleurs, varié et peu soumis aux carences nutritionnelles, celui des sociétés agraires traditionnelles avec une alimentation riche en glucides issus des céréales, pauvre en graisses et soumise aux aléas climatiques. Avec le développement une certaine abondance favorise une diversification du régime avec des viandes, des fruits et des légumes produits dans les vergers. Dans une quatrième phase, au cours de laquelle les activités professionnelles et donc l'activité physique des individus changent, arrive l'industrie agro-alimentaire ; les régimes alimentaires s'enrichissent de produits nouveaux qui peuvent déclencher chez des personnes se dépensant peu physiquement des pathologies nouvelles, diabète, obésité... Dans la dernière phase les

¹ STRIGLER, F., *L'alimentation des Laotiens. Cuisine, recettes et traditions au Laos et en France*, Paris, Karthala-CCL, 2011, 360 p.

² POPKIN, Barry M., « The nutritional transition in low-income countries: an emerging crisis », *Nutrition Review*, n° 19 (1), 1993, pp. 138-157 ; *id.*, « Nutritional Patterns and transitions », *Population and Development Review*, n° 52, 1994, pp. 138-157 ; *id.*, « The shift in stages of the nutrition transition in the developing world differs from past experiences! », *Public Health Nutrition*, n° 1 (1A), 2002, pp. 205-214.

comportements de la précédente sont remis en cause dans un souci d'équilibre et d'hygiène.

Très familière du Laos qu'elle fréquente depuis des décennies, Florence Strigler s'appuie sur un bon réseau de contacts aussi bien citadins que ruraux pour mener des enquêtes de comportement. Un sens de l'observation sans défaut associé à une bonne mémoire du passé rend tout-à-fait crédible sa perception des changements. Aussi livre-t-elle en six chapitres denses une description très riche des mutations alimentaires et, au-delà, de la société urbaine et péri-urbaine dans son ensemble. En introduction, les changements socio-économiques du pays sont très bien mis en évidence : la libéralisation économique, l'adhésion à l'ASEAN, le partenariat avec la Chine ont radicalement changé une société restée très longtemps à l'abri des grands mouvements mondiaux. L'économie laotienne est désormais axée sur une production d'électricité hydraulique qui touche un grand nombre d'affluents du Mékong, sur l'extraction minière et les grandes plantations de cultures commerciales. Le tourisme, actif dans une large partie du pays, diffuse des modes de vie nouveaux. Ce mouvement fut particulièrement vif durant ces dix dernières années. En résulte l'émergence en ville d'une classe moyenne qui exerce une influence sur les modes de vie de l'ensemble du pays. Les pratiques et les croyances relatives à la nourriture se modifient. Des vertus sont attribuées à des produits nouveaux tels le lait et ses dérivés. Les normes sociales évoluent, notamment celles qui régissent les rapports parents-enfants au point que l'auteur identifie régulièrement une dualité de comportements alimentaires au sein de la famille : tandis que les parents s'en tiennent à la cuisine traditionnelle bien épicée, les enfants se régalaient de chips, de pizzas et de sucreries. Les formes de convivialité évoluent, les repas de mariage changent de nature. Les goûts évoluent, surtout en ville où la consommation de sucre croît significativement. Les modes d'approvisionnement des populations sont bouleversés par une multitude de phénomènes : en ville l'arrivée de l'industrie agro-alimentaire et la création de nouveaux réseaux de distribution, telles les supérettes, permettent une grande diversification de l'offre mais génèrent aussi une nouvelle complexité. Dans le domaine de l'alimentation carnée les consommateurs réalisent qu'ils doivent désormais choisir entre viande « fermière » et produits des élevages industriels. Ces remarques s'appliquent également aux boissons et le succès de la bière est un fait de société. La variété est d'autant mieux accueillie que les rythmes de

la journée de travail en ville, voire à la campagne dans les plantations, ne sont plus ceux d'autrefois : les déjeuners hors de la maison deviennent la règle pour les travailleurs urbains et la classe moyenne. Si les restaurants ne sont pas accessibles à tous, les stands de rue foisonnent, ils offrent une combinaison de produits préparés selon des méthodes traditionnelles et de produits « tout faits ». La *junk food* fait son apparition. Néanmoins le lecteur reste rassuré par le fort attachement des Laotiens aux saveurs authentiques. À la campagne le recul de la forêt et la raréfaction des ressources fluviales peuvent entraîner un déséquilibre nutritionnel que tempèrent un meilleur accès aux réseaux commerciaux et un progrès de l'éducation.

Enfin l'auteur ne néglige pas d'enquêter sur les questions de santé et d'hygiène en dépit de l'insuffisance de l'appareil statistique. La plupart des maladies liées à l'alimentation traditionnelle sont certes muselées ; lithiases urinaires, parasitoses etc. Mais de nouvelles apparaissent ou reculent trop lentement : en zone urbaine le surpoids n'est pas rare chez les enfants ; dans les zones rurales, même si les quantités sont généralement suffisantes, la malnutrition subsiste, notamment chez les jeunes enfants qui accusent des retards de croissance ; elle fait l'objet d'une grande attention de la part du gouvernement qui promeut des régimes alimentaires équilibrés.

Le diagnostic final est remarquable. Revenant aux cinq phases de Popkin, Florence Strigler constate qu'elles coexistent aujourd'hui au Laos. Les pratiques de chasseurs-cueilleurs n'ont pas totalement disparu, les aléas climatiques mettent en péril certaines franges de la population très dépendantes de l'agriculture traditionnelle tandis que la bourgeoisie des grandes villes tend à calquer ses craintes alimentaires sur celles du « village global ». Enfin de fortes disparités régionales subsistent. En conclusion cet ouvrage donne une vision à la fois synthétique et fouillée de la société laotienne contemporaine. Sa richesse documentaire est remarquable. Une seule réserve néanmoins : l'auteur mentionne souvent le « capitalisme ». L'économie laotienne est certes une économie de marché libérale mais le capitalisme local est embryonnaire et les investisseurs, moteurs du changement, sont très souvent des sociétés d'État. Ce détail n'enlève rien à l'intérêt de l'ouvrage.

Marc MOUSCADET

Pasuk PHONGPAICHIT & Chris BAKER (eds.), *Unequal Thailand, Aspects of Income, Wealth and Power*, Singapour, NUS Press, 2017 & 2018, 185 p.

Après quatorze années d'une normalité institutionnelle qui avait survécu à la crise financière de 1997-99³, la Thaïlande sombre en 2006 dans une crise politique différente des précédentes en ce qu'elle accompagne la dernière décade du règne de Rama IX et s'installe dans la durée, ponctuée de coups militaires (2006, 2014) ou constitutionnels (2008, 2014, 2020) ; de manifestations et d'émeutes. L'attaque des lieux emblématiques du pouvoir politique (Government House en 2008 et 2010, Parlement en 2008), du capitalisme (incendie du centre commercial de Central en mai 2010) ou du progrès (aéroports de Suvarnabhumi et Don Muang fin 2008) semble aller de pair avec une polarisation croissante de la scène politique thaïlandaise symbolisée par la dichotomie rouge/jaune⁴. Indépendamment d'une rhétorique des couleurs masquant, comme à l'accoutumée, la volatilité des allégeances de nombre de figures politiques pendant les quinze dernières années⁵, les tensions qui agitent le royaume de manière récurrente se repaissent d'inégalités structurelles que les autorités semblent impuissantes à traiter.

C'est au diagnostic de ces inégalités et à leur traitement raisonné qu'invite le présent ouvrage dirigé par l'économiste Pasuk Phongpaichit et son époux, l'historien Chris Baker⁶, qui rassemble neuf contributions. Fruit d'un projet porté conjointement par l'Université Chulalongkorn, le Fond pour la recherche de Thaïlande et le Bureau de l'Enseignement supérieur, il réunit un panel 'nouveau' de

³ Voir *inter alia* PHONGPAICHIT, Pasuk & BAKER, Chris, *Thailand's Crisis*, Chiang Mai, Silkworm Press, 2000, VIII, 275 p. (cr. par Jennifer LEWIS-WONG, *Péninsule*, n° 55, 2007, pp. 218-223) ; PHONGPAICHIT, P. & BAKER, C., *Thailand's Boom and Bust*, Chiang Mai Silkworm Books, 1998, 367 p. ; PHONGPAICHIT, P. & BAKER, C. (eds.), *Thai Capitalism after the 1997 Crisis*, Chiang Mai, Silkworm Books, 2008, 309 p.

⁴ FUNSTON, John & al., *Divided over Thaksin – Thailand's Coup and Problematic Transition*, Singapour, ISEAS, 2009, 203 p. (cr. par Tim SALZER, *Péninsule*, n° 72, 2016, pp. 180-188) ; MÉRIEAU, Eugénie, *Les chemises rouges de Thaïlande*, Bangkok, Carnet de l'Irasec n° 23, juillet 2013, 168 p. (c.r. par Angela SIELSKI, *Péninsule*, n° 72, 2016, pp. 189-192).

⁵ VIENNE (de), Marie-Sybille, *Thaïlande, une royauté bouddhique aux XX^e et XXI^e siècles*, Paris, Les Indes Savantes, 2018, pp. 123-126 & 184-185.

⁶ V. le désormais classique PHONGPAICHIT, P. & BAKER, C., *Thailand: Economy and Politics*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1995, 449 p., réédité à maintes reprises.

quatorze chercheurs – dont une seule, Nualnoi Treerat⁷, avait déjà publié aux côtés de P. Phongpaichit et C. Baker. Ces travaux s’inscrivent ainsi dans le sillage des précédents ouvrages dirigés par P. Phongpaichit, notamment ceux qui portent sur la corruption⁸ et la figure de Thaksin Shinawatra⁹.

P. Phongpaichit et C. Baker ouvrent le débat (ch. 1) en rappelant que la montée des inégalités n’est pas seulement le fruit de politiques néolibérales, mais qu’en Asie orientale, elle découle également des modalités de l’accès à la richesse. Le patronage des puissants contribue, certes, à renouveler l’oligarchie, mais sans pour autant en modifier le fonctionnement. En Thaïlande, les 1% les plus riches ont vu leurs revenus progresser beaucoup plus vite que le reste de la population. Ces écarts se retrouvent dans les profils des manifestants « rouges » et « jaunes », les premiers étant pour l’essentiel constitués de personnes en cours d’accession à la classe moyenne quand les seconds disposaient de revenus deux à trois fois plus importants. Ce que les « rouges » réclamaient n’était pas la suppression du capitalisme, mais la démultiplication d’opportunités à même de rendre la société plus équitable. De telles mesures passent par le développement des services publics destinés au plus grand nombre, à commencer par l’éducation, l’accès à la santé s’étant fortement amélioré depuis l’avènement de Thaksin. Or le ratio impôts/PIB de la Thaïlande demeure largement en deçà des pays présentant un niveau de développement comparable.

Contrairement aux attentes du plus grand nombre, la généralisation de l’éducation a eu un impact plutôt négatif sur les rémunérations. L’accès à l’éducation s’est considérablement amélioré en Thaïlande, où, en 2013, 57% des enfants des familles à plus faibles revenus (1/4 de la population) étaient scolarisés jusqu’à la fin du lycée contre 5,6% seulement en 1986. Mais le prix à payer a été une baisse du niveau

⁷ PHONGPAICHIT, Pasuk ; PIRIYARANGSAN, Sungsidh & TREERAT, Nualnoi, *Guns, Girls, Gambling, Ganja: Thailand's illegal Economy and Public Policy*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1998, XI, 284 p. (c.r. par M.-S. de VIENNE, *Péninsule*, n° 47, 2003 (2), pp. 211-214).

⁸ PHONGPAICHIT, Pasuk & PIRIYARANGSAN, Sungsidh, *Corruption and Democracy in Thailand*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1996, 196 p. (c.r. par M.-S. de VIENNE, *Péninsule*, n° 44, 2002 (1), pp. 210-213).

⁹ PHONGPAICHIT, P. & BAKER, C., *Thaksin, the business of politics in Thailand*, Chiang Mai, Silkworm Books, 2004, 302 p. (c.r. par Élise BAS, *Péninsule*, n° 57, 2008 (2), pp. 201-205) ; *IDEM.*, *Thaksin*, Chiang Mai, Silkworm Books, réactualisation, 2009, 422 p. (c.r. par Estelle MIRAMOND, *Péninsule*, n° 68 (1), 2014, pp. 236-242).

moyen des élèves comme le montrent les résultats au test du PISA (mathématiques et sciences¹⁰). L'écart des rémunérations entre les étudiants issus de formations universitaires médiocres et les autres diplômés s'est donc accru, posant le problème de la qualité de la formation universitaire dans son ensemble (Dhilaka Lathapipat, ch. 3).

Les écarts de richesse sont d'abord de nature patrimoniale. La distribution de la propriété foncière (*i. e.* des terres détenues de manière légale, avec un titre de propriété¹¹) est un facteur d'inégalité. Alors que la taille moyenne d'une propriété foncière est de moins de 1 ha en Thaïlande, les personnes morales disposent en moyenne de quelque 4200 ha. Les 10% les mieux lotis des propriétaires fonciers (personnes morales incluses) détiennent les 3/5 des terres (zones urbaines comprises). En 2013, ceux des députés qui étaient propriétaires disposaient en moyenne de 5,7 ha ; les élus démocrates apparaissaient sensiblement mieux dotés en matière foncière que le Pheu Thai, les plus 'pauvres' étant paradoxalement ceux du Bhumjai (Phumjai) Thai¹². Le patrimoine des plus riches familles, où le foncier hors Bangkok occupe une place tout à fait mineure, a doublé de valeur tous les trois ans entre 2008 et 2014 (Duangmanee Laovakul, ch. 2).

Le fonctionnement du marché boursier, qui compte 1,2 millions d'opérateurs, mais dont beaucoup opèrent à la fois directement et via des structures spécialisées, est un autre facteur d'inégalité. 0,5% seulement de la population est directement concerné par la bourse. Le fonctionnement du marché est largement biaisé par des pratiques à la frange de la légalité. 42% des valeurs échangées à la bourse de Bangkok sont « politiques », qu'il s'agisse de firmes publiques ou semi-publiques, d'entreprises sous contrat avec le gouvernement, ou de sociétés privées dont les dirigeants sont proches de certains politiciens, soit un total de 57 sociétés. Lors des élections de février 2005, 2007 et 2011, la spéculation a été intense ; elle a joué majoritairement en faveur des firmes dont les dirigeants étaient apparentés à des politiciens, qui ont enregistré des plus-values très largement supérieures à la moyenne, en profitant d'une 'circulation de l'information' qui leur était favorable, où le délit d'initié n'était qu'un procédé parmi d'autres (Sarinee

¹⁰ Test que l'on passe à l'âge d'environ quinze ans.

¹¹ Une précision nécessaire dans un pays où plus d'un cinquième encore des agriculteurs étaient des occupants sans titre au milieu des années 1990.

¹² À ceci près que son président, Anutin Charnvirakul, à ce jour ministre de la santé, disposerait d'un patrimoine estimé à plus de 60 millions de dollars en 2019.

Achavanuntakul, Nathasit Rakkiattiwong et Wanicha Direkudomsak, ch. 5).

Le secteur de l'énergie constitue un cas d'école pour mettre en évidence l'imbrication de la bureaucratie et des grandes holding publiques (EGAT, Electricity Generating Authority of Thailand) ou semi publiques (PTT¹³, Petroleum Authority of Thailand). Pilotées par l'administration, ces dernières ont multiplié les partenariats avec d'autres firmes (publiques ou privées) du secteur. PTT a été privatisée à hauteur de 30% en 2001, avec un prix d'acquisition très bas. Suite à une levée de bouclier de la part des syndicats et d'ONG spécialisées, le gouvernement a renoncé à la privatisation d'EGAT. Alors que la principale production de PTT n'est pas les énergies alternatives, promues par les pouvoirs publics, plusieurs de ses filiales ont été largement subventionnées ; l'amendement de 2007 sur les concessions pétrolières a accru le pouvoir discrétionnaire du ministère de l'énergie, notamment en matière de licences et de royalties. Au final, le problème de la pollution des établissements de PTT et d'EGAT à Maptaphut (Eastern Seaboard) n'a toujours pas été traité (Nopanun Wannathepsakul, ch. 6).

Un autre élément essentiel dans l'accès au pouvoir et à la richesse est l'ampleur du réseau relationnel, d'où la création de formations pour responsables de haut niveau permettant de multiplier les connexions. Les militaires ont été les premiers à en proposer avec le National Defense College (1955), puis la National Security Academy for Government and Private Sector (1988). La marginalisation de l'armée consécutive au coup d'État de 1991 a fait que les organismes civils ont à leur tour multiplié les offres : le ministère de la justice, en 1996 ; le King Prajadhipok Institute (KPI, la structure de recherche du Parlement), en 1998 ; la Bourse, en 2005 ; la Chambre de commerce, en 2008 ; la Commission électorale, en 2009. Si les programmes montés par ces organismes ont un réel contenu académique, ils ont également une finalité sociologique, qui est encore plus marquée dans les cursus organisés par le secteur privé (Bourse et Chambre de commerce) que dans les cursus gouvernementaux (Nualnoi Treerat et Pakpume Vanichaka, ch. 5).

Cette connectivité des élites ne se limite pas à celles de la capitale. Jusque dans les années 1970, les centres de pouvoirs provinciaux

¹³ Détenue à 51% par le Ministère des Finances.

étaient multiples : les hommes d'affaires locaux tiraient leur fortune d'activités à la fois légales et illégales, leur permettant d'intégrer les clientèles de figures nationales. L'histoire de M. K (Chaiyon Praditsil et Chainarong Khruenuan, ch. 7) montre que l'ascension de K, qui après des débuts professionnels extrêmement modestes, s'est lancé dans la pêche au début des années 1970 sur les conseils d'un français – une histoire qui ressemble fort à celle de Somchai Khunploem, *alias* 'Kamnan Poe'¹⁴, le 'parrain' de Chonburi – a reposé sur la construction d'un réseau de chefs de districts et de 'parrains' locaux, opérant la répartition des affaires légales ou 'grises'. Parallèlement, M. K s'est rendu indispensable aux militaires stationnés sur place et aux représentants des organismes centraux visitant la province. Il a ainsi réussi à convertir l'essentiel de ses affaires en activités légales, puis a profité de la décentralisation des années 1990 pour s'imposer comme l'unique 'patron' de la province. Diplômés d'université, ses héritiers ont préféré la carte culturelle et institutionnelle à la préservation, tous moyens confondus, d'une position dominante.

Ce fonctionnement oligarchique est illustré par la reconfiguration du réseau de Thaksin Shinawatra après son éviction du pouvoir en septembre 2006 : malgré deux dissolutions de son parti politique en trois ans, il a fallu attendre huit ans pour que son influence commence à s'atténuer. Le *Thai Rak Thai* (TRT) fut le premier parti à être enregistré sous la constitution de 1997, qui instaurait de nouveaux organismes de contrôle (Commission électorale, Commission nationale contre la corruption, Cour constitutionnelle, etc.). Son réseau initial réunissait de grandes entreprises (soit en sus du groupe familial Shin Corp., la Bangkok Bank, la Thai Military Bank, Charoen Pokphand, Thai M Group, Grammy Entertainment, etc.); des politiciens provinciaux ayant rallié le TRT juste avant les élections de 2000 ; et des membres de l'armée et de la police, notamment ceux de sa famille et de sa promotion (classe 10) au Prytanée militaire Chulachomklao. Ce maillage ne différenciait guère le TRT de ses compétiteurs, mais était suffisamment large pour lui permettre de placer un maximum de pions sur l'échiquier politico-militaire. Dans les années qui ont suivi le coup

¹⁴ Né en 1937, mort en juin 2019, Somchai Khunploem fut condamné à 28 ans de prison pour une affaire de meurtre. Parti en cavale, il fut arrêté en 2013 et libéré en 2017 pour raisons médicales par le gouvernement Prayuth. L'un de ses fils est actuellement maire de Pattaya ; un autre fut ministre du tourisme – d'où la prudence des auteurs et des éditeurs du présent article, qui font au demeurant état de l'aide que leur a apportée leur conseiller juridique.

de 2006, le soutien des milieux d'affaires de la capitale à Thaksin s'est en grande partie délitée, à l'exception des patrons (Anant Asavabhokhin et Prayuth Mahakitsiri) de deux conglomérats, rejoints par un certain nombre d'entrepreneurs régionaux de bon calibre. Les pro-Thaksin ont de surcroît attiré tous ceux qui s'opposaient au coup d'État de 2006. Il en a résulté la formation de l'UDD¹⁵, qui s'est rapidement identifiée par le port de la couleur rouge. Dès lors, le point focal du mouvement n'est plus seulement Thaksin et sa famille élargie, qui reste ses premiers bailleurs de fonds, mais trois activistes, Nattawut Saikuea, Jatuporn Phromphan et Veera Musikapong, aidés par des politiciens locaux, des intellectuels de tous ordres et à l'occasion par des « pastèques »¹⁶ (contestataires de l'armée) ou des « tomates » (de la police). Le mouvement dispose rapidement d'une base populaire dans les campagnes, qui résulte de la décentralisation administrative des années 1990, de la modernisation de la production et de l'individualisation des modes de vie, et dont la prise de conscience politique a été démultipliée dans les années 2000 par l'accès aux réseaux sociaux et, pour certains comme les conducteurs de taxis de la capitale, par l'exode rural (Ukrist Pathmanand).

Il serait toutefois possible de réduire la forte inégalité du modèle thaïlandais par le biais de la fiscalité. Les revenus du capital sont moins taxés en Thaïlande que les revenus salariaux en raison de la loi sur la taxation des revenus financiers, qui privilégie les entreprises bénéficiant d'exonérations accordées par le Board of Investment (BOI). Ces mesures ont, certes, un temps stimulé la création d'entreprises, à capitaux nationaux comme étrangers. Sont-elles pour autant encore de mise aujourd'hui ? Une mesure simple serait de plafonner les réductions d'impôt, peut-être à 700 000 baths (*ca.* 17 000 US \$), voire de les supprimer lorsqu'elles concernent des fonds d'investissement. Une autre serait d'attribuer des allocations aux plus bas revenus, en-deçà d'un certain seuil, ce que les auteurs qualifient à l'américaine de « taxation négative », voire de taxer le capital (Pan Ananapibut).

Le présent ouvrage a ainsi le grand mérite de donner un éclairage économique aux tensions qui agitent la Thaïlande depuis une décennie et demie et de proposer des solutions aussi raisonnables que mesurées. Deux des contributions laissent toutefois le lecteur un peu sur sa faim. La première est celle relative à la question foncière, qui ne donne

¹⁵ United Front for Democracy against Dictatorship.

¹⁶ Rouges à l'intérieur, verts (couleur de leurs uniformes) à l'extérieur.

aucune estimation de la valeur des terrains concernés, le seul critère pertinent pour mesurer ce type de patrimoines. On peut rappeler à ce propos que le plus riche propriétaire foncier du Royaume-Uni n'est pas la Couronne britannique, qui possède des milliers d'hectares dans les landes d'Écosse, mais bien le duc de Westminster¹⁷, dont les 120 hectares de Belgravia et de Mayfair (et les immeubles qu'ils abritent) ont une valeur considérable. Rien n'est dit non plus du problème que représente l'absence de documents légaux (baux ou titres de propriété) légitimant l'usage de la terre chez une fraction de la paysannerie, pas plus que n'est expliquée l'exiguïté de la moyenne de la propriété foncière en Thaïlande. La seconde est le chapitre traitant des réseaux de Thaksin, qui oublie de mentionner – alors que son auteur, Ukrist Pathmanand, tout comme P. Phongpaichit et C. Baker, l'avait signalé dans ses publications antérieures¹⁸ – la présence dans le premier réseau Thaksin d'anciens activistes politiques des années 1980, pour partie ex-communistes, comme Chaturon Chaisaeng, qui fut vice-Premier ministre de 2002 à 2005. Ces derniers ont contribué à doter la campagne de Thaksin pour les législatives de 2000 d'un contenu social, qui s'est ensuite traduit par des aides aux projets villageois, le lancement du programme OTOP (« one *tambon*¹⁹, one product »), et la mise en place d'une couverture de santé universelle, autant de mesures expliquant le large soutien du monde rural (hors Sud-Thaïlande) à Thaksin.

Marie-Sybille de VIENNE

¹⁷ Grosvenor Group, dont les origines remontent à 1677.

¹⁸ McCARGO, Duncan & PATHMANAND, Ukrist, *The Thaksinization of Thailand* Copenhague, NIAS Press, 2005, 286 p.

¹⁹ ตำบล, sous-district.